

POURQUOI LES ESPAGNOLS  
PRIERENT-ILS LES ARMES CONTRE NAPOLEON ?

par

Gérard DUFOUR  
Université de Provence

"Aux Cortès, des idées sans actes ; dans le peuples, des actes sans idées". Chacun connaît cette formule de Karl Marx. Elle est heureuse. Mieux, elle est juste. Toutefois, en ramenant la guerrilla à des actes sans idées, elle élude une question fondamentale : pourquoi les Espagnols prirent-ils les armes contre Napoléon ?

Certes, à première vue, la réponse paraît évidente : dans nos catégories mentales, toute occupation étrangère implique une résistance nationale armée. Mais raisonner ainsi, c'est commettre un singulier anachronisme. À début du XIX<sup>e</sup> siècle, le champ sémantique des termes occuper et occupants ne correspondait nullement à celui que nous connaissons : en 1819, dans la cinquième édition de son **Dictionnaire universel de la langue française**... Boiste ne donne, pour le sens militaire du mot "occupation" que l'acception "*d'action de s'emparer d'un pays*"<sup>1</sup>. En 1831, l'Académie française, dans son **Nouveau vocabulaire**, ne connaît et ne reconnaît encore au verbe "occuper" que la signification, "en terme de guerre", de "*se saisir, s'emparer d'un poste*"<sup>2</sup>. Et il nous faut attendre Littré (1877) pour trouver dans son **Dictionnaire de la langue française** le mot occupation avec le sens que nous lui donnons aujourd'hui avec l'expression "*armée d'occupation : armée destinée à contenir un pays vaincu*".

Il fallut donc quelques trois quarts de siècle aux philologues français pour assimiler les nouveaux concepts antithétiques d'occupation et de résistance. Quelques jours aux Espagnols pour créer ce mécanisme si évident aujourd'hui. On aimeraït en saisir exactement les causes.

Mais à vouloir découvrir les motifs qui poussèrent les Espagnols à prendre les armes contre Napoléon, n'est-on pas obligatoirement voué à l'échec ? Les témoins français, quand leurs mémoires ne tournent pas exclusivement à l'auto-apologie, ont été les premières (et sans

doute, les seules) victimes des campagnes de dénigrement contre les "brigands" qu'ils ne surent jamais comprendre. Les acteurs espagnols du soulèvement n'écrivirent que fort tard, comme Mina, et, comme nous l'a montré Guy Mercadier avec Palafox, la préoccupation auto-hagiographique est également loin d'être absente de leur propos. Les proclamations ou avis, étudiés par Jeanne Battesti Pelegrin, même lorsqu'ils émanent des combattants, sont plus une justification théorique a posteriori du fait (politique ou militaire) qu'une véritable explication de l'engagement de leurs auteurs. Quant à ceux qui, dès 1814, se voulurent les historiens de ce qu'on appela alors la "Révolution d'Espagne", ou leur information n'est que de seconde main (comme pour de Pradt) où leur situation personnelle face au pouvoir restauré conditionne largement leur discours (qu'il s'agisse d'un réfugié comme Llorente, alias Nellerto ou d'un membre de la Camarilla, comme Escoiquiz<sup>3</sup>). Ne disons rien de ces soi-disant historiens dont le premier - dans tous les sens du terme - fut Carnicero<sup>4</sup>, pour lesquels la Guerre d'Indépendance n'a jamais été qu'un prétexte pour une défense et illustration de l'absolutisme de droit divin.

L'une des affirmations de ces coryphées de l'absolutisme politico-religieux qui ont sévi en Espagne sous le second règne de Ferdinand VII comme - hélas ! - à une époque encore récente passe pour une vérité d'évidence : c'est par fidélité à leur souverain et à leur religion que les Espagnols luttaient contre l'envahisseur.

Dieu et mon Roi : face à l'Empire, l'Espagne n'aurait donc été qu'une "nouvelle Vendée" comme l'affirma de Pradt dès 1816<sup>5</sup>. L'insistance avec laquelle les Afrancesados tentèrent en juin 1808 de convaincre leurs compatriotes de la légitimité de la cession par Ferdinand VII de la couronne d'Espagne à Napoléon semble effectivement prouver la fidélité des Espagnols à la dynastie des Bourbons. Mais s'il en était ainsi, pourquoi ces mêmes Afrancesados, dans les mêmes écrits, auraient-ils pris tant de peine à démontrer l'impossibilité et la nocivité de toute organisation de l'Espagne en république indépendante ou en régions ou provinces indépendantes les unes des autres<sup>6</sup> ? Cette tentation régionaliste (taxée d'anarchiste par les Afrancesados) et républicaine prouve à l'évidence que ce n'était pas par fidélité au Prince, ou à la dynastie des Bourbons que les Espagnols se refusaient à admettre la validité des renonciations de Bayonne. Contre Napoléon, ils ne luttaient pas pour Ferdinand, mais pour eux, qui contrairement à leur souverain, n'acceptaient pas d'être asservis.

Le sentiment religieux était-il plus fort chez les Espagnols que le sentiment légitimiste ? Les témoins français de la Guerre d'Indépendance n'ont pas manqué d'insister sur le fanatisme religieux de leurs adversaires. C'est là, notons bien, une justification relativement honorable de la défaite, tandis que le personnage du moine-

guerrillero venait donner quelque pittoresque à des récits qui, trop souvent, en manquent singulièrement. On ne saurait d'ailleurs nier le rôle du clergé régulier dans la croisade anti-française. Mais le mythe ne s'est-il pas substitué à l'histoire ? Combien de religieux se sont véritablement lancés dans la lutte ? Quelle a été leur influence sur le peuple ? Les documents manquent cruellement, mais, quand ils existent, ils montrent qu'il y eut aussi des réguliers (et pas toujours des moindres) pour embrasser la cause française<sup>7</sup>. Mais le clergé, c'est aussi, et surtout le clergé séculier, qui a précisément pour mission d'enseigner et de guider ce peuple parmi lequel il vit. Or ces prêtres (je ne parle bien évidemment pas de ceux qui allèrent siéger à Cadix, mais de ceux qui restèrent dans leur diocèse) ne manifestèrent guère d'hostilité à la nouvelle dynastie. Il s'agit, certes, d'obéissance passive, dans la plupart des cas, comme lorsqu'ils accomplissaient l'ordre qui leur était donné de lire en chaire les chapitres de La Gaceta de Madrid signalés par les Autorités. Certes, il s'agissait d'une collaboration quelque peu forcée, comme lorsqu'ils participaient à quelque procession où figuraient en bonne place les nouveaux maîtres du pays. Mais leur ralliement pouvait aller jusqu'à la trahison totale de leurs compatriotes, comme lorsque l'un d'eux - un certain Amoroz, à Valence - se fit espion au service des Français<sup>8</sup>. Là encore, nous manquons d'une étude systématique sur le clergé séculier pendant la Guerre d'Indépendance, et la difficulté que l'on connaît encore pour pouvoir accéder librement aux Archives ecclésiastiques ne nous laisse guère l'espoir de la voir rapidement réalisée. Mais bien des indices nous font croire à une réelle compromission du clergé séculier espagnol avec le gouvernement josefin. Comme, par exemple, la hâte avec laquelle le Chapitre de la Cathédrale de Tolède fit disparaître les registres où étaient consignés les procès-verbaux de ses sessions depuis le mois de mai 1809 au mois de mars 1812<sup>9</sup>. Les exemples de prêtres mis à mort comme traîtres par leurs compatriotes existent<sup>10</sup>. Quant au nombre de ceux qui, plutôt que de subir le même sort et être traînés par les pieds dans les rues jusqu'à ce que mort s'ensuive (le fameux "bien lo merecio" des Desastres de Goya) il est relativement si important que l'on peut affirmer que ce n'est que dans le clergé que l'on trouve une catégorie socio-professionnelle ayant embrassé l'Afrancesamiento<sup>11</sup>.

En fait, le gouvernement de Joseph pouvait être satisfait de la conduite du clergé séculier à son égard. Le Duc de Santa Fe le reconnut d'ailleurs expressément dans un Rapport ?... qu'il adressa au Comte de La Forest le 30 avril 1812<sup>12</sup>. Mais alors, pourquoi ce ralliement fut-il aussi inutile ? C'est que, contrairement à ce qu'ont affirmé les défenseurs du trône et de l'autel réunis, les Espagnols ne faisaient nulle confusion entre politique et religion. Et que la politique, en la circonstance, l'emportait largement sur toute considération religieuse : pour s'en convaincre, il suffit de considérer ce que signifient ces exécutions de prêtres afrancesados qui, du point de

vue politique sont un acte de justice patriotique, mais du point de vue religieux, sont un sacrilège. Et ceux qui se réfugièrent en France firent spontanément la même analyse, persuadés (à juste titre) que leur qualité de prêtre ne les mettrait pas à l'abri de la vindicte populaire. Il faut se rendre à l'évidence : la religion n'avait rien à voir dans les mobiles des Espagnols à lutter contre Napoléon. Et de ce point de vue, il est tout à fait révélateur que, dans les textes qu'ils écrivirent en juin 1808 pour convaincre leurs compatriotes de l'inutilité de leur combat, ni Estala ni Llorente n'aient songé à se servir de leur qualité de chanoine de Tolède pour tenter de donner plus de poids à leur argumentation. Pas plus qu'il ne leur vint à l'esprit, alors qu'ils multiplièrent à l'envi tous les arguments en faveur de leur thèse, de justifier le ralliement aux Français ou la condamnation de la rébellion d'un point de vue religieux. Non, la guerre d'Espagne ne fut pas une guerre sainte. Ce ne fut qu'une Guerre d'Indépendance. C'est tout, et c'est beaucoup.

Nous n'arrivons donc toujours pas à comprendre pourquoi les Espagnols prirent les armes contre Napoléon. Mais la question est-elle convenablement posée ? Sont-ce bien les Espagnols qui refusèrent de se plier à la volonté impériale ? Telle n'était pas, du moins, l'opinion la plus lucide des Afrancesados, Amorós, qui affirmait, en novembre 1808, que tous les maux de l'Espagne (entendons, la rébellion) étaient dus à ce qu'il y eût "tant d'Aragonais, d'Andalous, de Vizcaïens, de Castillans et de Valenciens, et si peu de véritables Espagnols" 13. On comprend dès lors le souci des Afrancesados à vouloir mettre en place un système administratif centraliste rigide pour briser les sentiments régionalistes de ces prétendus "mauvais Espagnols". Mais on comprend aussi que ce n'est pas au niveau de l'Espagne, mais des Espagnes, comme on disait alors, qu'il convient de rechercher les causes de la rébellion, ou des rébellions, pour suivre, encore une fois, le point de vue des Afrancesados.

C'est la méconnaissance de la force de ces sentiments régionalistes (ou nationalistes, selon le point de vue et la terminologie que l'on voudra adopter) qui égara l'Empereur. On connaît l'explication qu'il donna, à Sainte-Hélène, de sa malheureuse intervention :

*"La nation méprisait son gouvernement ; elle appelait à grands cris une régénération. (...) Je délivrai donc les Espagnols de leurs odieuses institutions ; je leur donnai une constitution libérale... Je respectai l'intégrité de leur territoire, leur indépendance, leurs moeurs, le reste de leurs lois. (...) J'accomplissais le plus grand bien-fait qui ait jamais été répandu sur un peuple, me disais-je et je me le dis encore"* 14.

Sur un peuple, peut-être. A condition qu'il ne fût qu'un. Mais que signifiait, pour un Aragonais, le respect du territoire quand on pouvait craindre de voir dépecer l'ancien royaume d'Aragon en départements sur le modèle français ?

que signifiait, pour un basque ou un catalan, le "respect" des "autres lois" quand la constitution (au sens français du terme) qu'imposait l'Empereur niait l'existence et même la légitimité de la constitución (au sens où l'on employait jusqu'alors ce mot en Espagne) qui le régissait jusque-là ? La diversité des composantes de la nation espagnole rui-nait l'analyse de l'Empereur. Et la généralisation de l'opposition aux Français ne doit pas faire perdre de vue le caractère local de la lutte, si magnifiquement illustré dans le geste de Andrés Torrejón, l'alcalde de Móstoles, qui déclara la guerre aux Français.

Au niveau local, là où se recrutait la partida qui allait lutter contre les troupes de Napoléon, l'oppres-sion des occupés par les occupants ne put qu'accentuer leur détermination. Les méfaits de la soldatesque impériale, dénoncés par Goya dans ses Désastres de la Guerre, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Mais il ne faudrait pas négliger la force de l'oppression fiscale : parmi les employés (nous dirions de nos jours les fonctionnaires) qui après la bataille de Vitoria durent s'enfuir pour trouver refuge en France, ce sont ceux qui dépendaient du Ministère des Finances qui, bien avant les membres de la Police, en représentaient la plus grande part : sur 1 632 de ces anciens fonctionnaires espagnols auxquels le gouvernement impérial se voit contraint, en 1814, d'attribuer quelques subsides, 656 (soit plus de 40 %) d'entre eux sont des employés du Ministère des Finances, contre 343 (soit près de 21 % seulement) pour les policiers<sup>15</sup>. Or, parmi tous les maux qu'entraînait parmi le peuple la soumission de l'Espagne à Napoléon, le plus à craindre, sans doute, était celui de la conscription militaire. Dans sa première lettre à un véritable Espagnol, Llorente consa-cra tout un paragraphe à réfuter (ou plus exactement, tenter de réfuter) cet argument en faveur de la rébellion. Ce passage mérite d'être lu, car c'est un chef d'œuvre d'inconscience politique :

*"Después que ya te diste por vencido en la disputa apelaste al extremo de que menos malo sería esperar la suerte que Dios prepare para su providencia que adoptar voluntaria-mente un rumbo del cual sabemos ya que ha de resultar el positivo mal de la conscripción militar en cuya virtud nuestros españoles irán a perecer en el norte como comien-zan los Portugueses a experimentarlo. ¡Qué logica tan sofística ! Dime. Los doscientos años que reinó en España la casa de Austria, no marchaban millares y millares de Españoles a Italia y a Flandes ? Los vastos territorios de Alemania y Napoles no fueron continuo sepulcro abierto de la nobleza española ? En el reinado de Felipe V de Borbón no perecieron infinitos en Italia ? Como ha de influir en esto la decisión del problema ? No sabemos si se verificará la transmigración : tal vez no, porque no confinando nosotros con los dominios del Rin acaso no pasarán de Francia los españoles aliados. El suceso actual de los Portugueses nada prueba porque son los súbditos de Napoleón. Pero aun dado caso que hubiera de sobrevenir este mal no es comparable con el bien que nos vendrá de*

*la apertura de canales, composición de caminos, establecimiento de posadas libres, y otras ventajas que sabemos proporcionan todos los principes de la casa imperial de Francia para fomentar agricultura, industria, manufacturas, artes, maquinaria y comercio" 16.*

Comme sans doute la plupart des Afrancesados, Llorente était donc prêt à sacrifier une génération à la "régénération" de l'Espagne. Mais il se rendit compte bien vite de la faiblesse de son argumentation historico-politique. Aussi, dans la seconde lettre à un véritable Espagnol qu'il rédigea quelques jours plus tard, le 4 juin 1808, il revint sur ce sujet pour affirmer cette fois que, plutôt que de persister dans une lutte qui permettrait à l'Empereur d'appliquer dans toute sa rigueur la loi du plus fort, il serait préférable pour les insurgés de négocier leur reddition contre la promesse de ne pas appliquer en Espagne la conscription militaire :

*"Si el temor de la conscripción militar es lo que hace considerar a la dominación francesa como aborrecible, sería útil el procurar evitarla por otros medios pacíficos. Los jefes de las provincias podían exponer a Napoleón el odio con que se mira en España la salida de sus tropas pa. el Norte y los peligros de sublevación que lleva consigo este odio. Es de creer que se admitiera como uno de los artículos principales de la sumisión a la nueva dinastía el pacto de no salir tropas españolas fuera de sus límites. Pero por el contrario, dando lugar al título de conquista, será forzoso recibir la ley del vencedor" 17.*

Très clairement, Llorente mettait ainsi en relation le refus de la nouvelle dynastie et la crainte de la conscription militaire. Et non sans raison, comme le montre l'insistance des proclamations françaises tout au long de leur tentative de "pacification" - comme on disait naguère pour d'autres conflits - à affirmer que la présence des troupes, en particulier de la Gendarmerie, n'avait d'autre but que de mettre fin aux activités des "brigands" 18.

La conscription militaire fut la plus grande tare de l'Empire : comme en témoignent, en France, les récits d'Erckmann et de Chatrian et, en Italie, un roman comme *Lorenzo o il Coscritto*, publié en 1851 par Antonio Bresciani 19 elle fut pendant longtemps objet d'exécration dans la mémoire collective. Indubitablement, elle a représenté une de ces grandes peurs que Jean Delumeau a si magistralement analysées pour la fin du Moyen Age et les temps modernes 20. La crainte d'en être victimes pourrait bien avoir été l'un des principaux motifs des Espagnols (j'entends, de ce "*peuple sans idées*" dont parle Marx) à prendre les armes contre Napoléon. C'est, d'ailleurs, ce que laisse entendre la légende de la soixante-seizième eau-forte des *Désastres de la guerre* : *El buitre carnívoro* 21. Or, des témoins de son temps, Goya n'est assurément pas des moins lucides.

NOTES

1. Dictionnaire universel de la langue française, avec le latin et les étymologies... Par P.V.C. Boiste, ancien avocat, cinquième édition, Paris, chez Verdière, 1819.
2. Nouveau vocabulaire de l'Académie française... Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée, Paris, chez Belin-Mandar, 1831.
3. Pradt (M. de, ancien archevêque de Malines), Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne, Paris, chez Rosa et Perronneau, 1816, in-8°, XXIV-406 p. ; Nellerto (Juan Antonio Llorente), Mémoires pour servir à l'histoire de la Révolution d'Espagne, avec des pièces justificatives, I, Paris, J.-G. Dentu, 1814, XI-350 p. ; II, Paris, Plassan, 1815, VIII-404 p. et Memorias para la historia de la Revolución de España con documentos justificativos... I & II, Paris, 1814, VIII-331 p. + 428 p. ; III 1816, Paris, Imprenta de Plassan, in-8°, IX-383 p. ; Escoiquiz (Juan de), Idea sencilla de las razones que motivaron el viaje del Rey don Fernando VII a Bayona... Madrid, Imprenta Real, 1814, in-12, 189 p. (republié in B.A.E. XCII, p. 187-226).
4. Carnicero (Josef Clemente), Historia razonada de los principales sucesos de la gloriosa revolucion de Espana, Madrid, Imprenta de Burgos, 1814, in-12, 4 vol.
5. op.cit., p. 227.
6. Voir, infra, Documents, les Carta(s) de un verdadero Espanol de Juan Antonio Llorente ainsi que La División nueva de la Espana en departamentos d'Amoros, publiée à la suite de notre étude "Le Centralisme des Afrancesados" in Nationalisme et littérature en Espagne et en Amérique Latine au XIXe siècle, Université de Lille III, 1982, p. 11-24.
7. Cf. L'Etat des Réfugiés espagnols : Ecclésiastiques dépendant du Ministère (Archives du Ministère des Affaires Extérieures, Espagne, Mémoires et Documents, 379, fol. 49 sq.) où l'on note comme ex-réguliers les noms de Alfonso Alvarez de Madrid, d'Antonio Moreno, de Burgos, et parmi les "ecclésiastiques non-employés" ceux de Pio Recio, Francisco de Paula Croso et de Benito Guillén. On notera aussi l'Afrancesamiento du vicaire général de l'Ordre des Augustins Jorge Rey, Conseiller d'Etat de Joseph, qui suivit l'Intrus dans son exil à Valence (Cf. Juan Mercader Riba, José Bonaparte, Rey de Espana 1808-1813, Historia externa del reinado, Madrid, C.S.I.C. 1971, p. 111 et 342) et mourut à Saragosse victime, selon Llorente, des mauvais traitements qu'il aurait reçus lors de l'incarcération que lui valut son Afrancesamiento (Cf. Juan Antonio Llorente, Defensa canónica y política contra injustas acusaciones de fingidos crímenes. Paris, 1816, p. 112-113).
8. Cf. Estat nominatif des Espagnols réfugiés en France après l'évacuation de Vitoria et de Valence par l'armée française en juin 1813, Archives Nationales (Paris) F 7 - 8788, fol. n.n.

9. Les Actos (sic) capitulares passent du vol. 95 "Desde 8 de abril de 1807 hasta 22 de 1809" (sic) au vol. 96 "Desde 2 de marzo de 1812 hasta 1º de agosto de 1814".
10. Outre Jorge Rey (Cf. supra, note 7), Llorente, dans sa "Representación al Rey" du 1er décembre 1814, publiée dans sa Noticia biográfica... O Memorias para la historia de su vida escritas por el mismo, Paris, Bobée 1818, p. 213, cite le cas de Juan Diego Ruro, mis à mort à Tolède en 1813.
11. Le lecteur nous permettra de le renvoyer à un article déjà ancien que nous avons publié en 1973 dans l'ouvrage collectif du Centre de Recherches ibéro-américaines de Rouen ; Etudes d'Histoire et de Littérature ibéro-américaines : "Infidencia et Afrancesamiento quelques données statistiques" (Paris, P.U.F., p. 39-53). Les documents que nous avons trouvés depuis, et en particulier la Liste des Réfugiés espagnols, citée note 7, confirment l'analyse que nous proposions alors.
12. Archives du Ministère des Affaires Etrangères, M.D. Espagne 152, fol. 280 sq. "Rapports sur l'Espagne adressés au Comte de La Forest et signés par chaque Ministre. 30 avril 1812" : "*El resultado de estas medidas fue tan favorable cual podía desearse : el gobierno inspiraba al Clero la mayor confianza y éste a su vez franqueó la suya al gobierno*" (fol. 281).
13. Cf. Le document cité à la suite de notre article mentionné note 11 (p. 19).
14. Las Cases, Mémorial de Sainte-Hélène, lundi 6 mai 1816 (dans l'édition - non datée - réalisée en 1862 chez Gustave Barba, p. 106 a).
15. Etat des Réfugiés espagnols de l'ordre civil divisés par classes avec désignation des Ministères dont ils dépendaient (Ministère des Affaires Etrangères, M.D. Espagne 381, fol. 243 sq). Le total pour les autres Ministères recensés est le suivant : Intérieur : 247 ; Justice : 186 ; Guerre et Marine : 24 ; Indes : 7 ; Affaires Etrangères : 17 ; Secrétairerie d'Etat : 42 ; Maison du Roi : 110.
16. Cf. infra, Documents.
17. Id.
18. Ainsi nous trouvons dans les Instrucciones y poderes de los Comisarios Regios (cité par Miguel Artola, Los Afrancesados, Madrid, 1976 p. 283) : Su felicidad (del pueblo español) depende del restablecimiento de su tranquilidad la que, a medida que se logre, será causa de que evacuen el país las tropas extranjeras, pues que sólo han venido a aquel objeto (c'est nous qui soulignons).  
Dans son ouvrage Espoz y Mina, el Guerrillero (Madrid, Aguilar, 1965), José María Ibarren affirme pour sa part : "*El 28 de Marzo (de 1810) el General Dufour publicó una proclama en la que trataba de deshacer los rumores espardidos por los ingleses de que los gendarmes habían llegado a Navarra para arrebatar a la juventud e incorporarla al ejército francés. Los gendarmes - aclaraba Dufour - pisan este suelo con el único fin de cooperar al restablecimiento de la paz, perseguir a las cuadrillas de bandidos y asegurar vuestras propiedades*". Cette déclaration, trouvée par José María Ibarren

dans la "Sección ordenes y circulares, leg. 33, Nº 31" de l'Archivo Municipal de Pamplona n'a rien d'unique.

19. Lorenzo o il Coscritto, Racconto ligure dal 1810 al 1814, Milano, Serafino Muggiani e comp., 1872, 2 vol. in-12. Ce roman nous a été signalé et communiqué par notre collègue italianiste et ami Georges Virlogeux, que nous remercions de son obligeance.
20. Jean Delumeau, La peur en Occident (XIV-XVIIIe siècles). Une cité assiégée, Paris, Fayard, 1978, 485 p.
21. Sur l'importance et la fonction de la légende dans l'œuvre graphique de Goya, voir l'excellente communication de Jeanne Battesti-Pelegrin au Colloque tenu à Aix en décembre 1981 : "Les légendes des Caprices, ou le texte comme miroir ?" in Goya, regards et lectures, Publications de l'Université de Provence, Etudes Hispaniques 3, p. 33-56.

\* \* \*

## DOCUMENTS

### CARTAS DEL VERDADERO ESPANOL (1808)

(Archives Nationales, AF IV - 1609, plaquette 7)<sup>1</sup>

#### CARTA DEL VERDADERO ESPANOL (I)

"Suprema lex esto salus populi"

Amigo mío. Decías ayer tarde que las ciudades de voto en cortes y los cuerpos y personas que reconocieron al príncipe de Asturias don Fernando por heredero del reino de las Españas no pueden en conciencia concentrar voluntariamente que se le prive del derecho adquirido ; y aun añadiste que los pueblos y provincias tampoco tienen facultad para excluir de la sucesión hereditaria en sus respectivas casas a los varones amados descendientes de Felipe V de Borbón porque toda la Monarquía consintió la ley de llamamiento al trono publicada por este rey.

Y por el contrario sostuve que no sólo era tu doctrina errónea, sino que antes bien los representantes de las provincias de la monarquía española, los de las ciudades de voto en cortes, y los de cualesquiera otros pueblos devían en conciencia (supuestas las circunstancias en que actualmente nos hallamos) acudir al emperador de los Franceses pidiendo que nos dé un rei de su casa imperia).

Te escandalizaste al oírmе, como si no supieras otra moral que los casuistas. Te hice presente la ley de las leyes, el centón vulgarmente sabido de **Salus populi lex esto**, apliqué su verdadero sentido a nuestro caso. Te diste por convencido, y me rogaste que para desengaño de otros muchos pusiera por escrito mi discurso. Voy a complacerte.

Con efecto, amigo mío. La Ley de Felipe V, la promesa privada hecha en favor de Fernando su viznieto al tiempo en que se le reconoció por príncipe de Asturias heredero de la corona, y qualquier otro argumento que se forme a favor de los hermanos, primos y tíos de Fernando, cesan y devén cesar totalmente quando su cesación influya directamente a la felicidad de la patria si ésta llegase a ser incompatible con el cumplimiento de aquellas promesas, leyes y derechos personales.

Las naciones no existieron ni existen en el mundo porque hay reyes : por el contrario, hay reyes porque hay naciones. Puede haber y con efecto existen naciones sin rey, al paso que no hay ni puede haber rey sin nación en que reine. Las naciones que quisieron tener un jefe de su gobierno sin el carácter, dignidad y autoridad real, lo tuvieron. Las que prefirieron haberlo con esplendor de la corona, escogieron al de su agrado. Pocas o ningunas cedieron sus derechos efectivos en el principio.

España misma se reservó el de tomar por rey al que quisiera en cada vacante. Lo conservó en tres siglos de la monarquía gótica eligiendo los treinta y tres reyes godos que tuvimos antes de la irrupción sarracénica y aún los exerció en otros trescientos años más en que veinte y cuatro reyes de León tuvieron que contar con el voto de los electores después que los poseedores del trono ampliaban sus facultades transmitiendo a sus hijos el derecho hereditario que comenzó a notarse con algunos visos de justificación consuetudinaria desde don García Iº, hijo de don Alonso IIIº el Grande.

¿Quándo han abdicado las naciones este derecho de elegir rei? ¿La España lo abdicó por ventura en caso alguno? Cítense cortes generales en que haya semejante renuncia. Tenemos (aunque inéditas por desgracia de la literatura española) casi todas las celebradas desde el siglo XI en que la Nación conservaba bastante pte. del ejercicio de su potestad electiva; pero ninguna contiene traslación alguna de aquella prerrogativa. Por el contrario la historia nos presenta pruebas de que opinaban los Españoles haberla conservado para usar de ella en particulares casos como los de Sancho IV en el año 1282, Enrique IIº en 1366, Isabel la Católica en 1474, y aun del mismo Felipe V en 1700; pues al voto del mayor número de pueblos de la monarquía devió su cetro en competencia del archiduque Carlos de Austria cuyos derechos hereditarios lejos de ser despreciables de un examen jurídico, parecieron mejores que los de Felipe a una parte bien grande y bien respetable de la nación española.

Hablemos con franqueza la verdad pura. Felipe V ganó la corona por el mayor número de votos. En esto no cabe duda sino voluntaria. Y, ¿cuál fue la causa principal de haberse declarado a favor suyo? No otra que ser indibiduo de la casa real de Francia, cuyo monarca Luis XIV era entonces el mayor y más poderoso soberano de la Europa. Creyó el mayor número de los Españoles que siendo Francia el único reino confinante capaz de hacer mal o bien a la nación española se verificaba el caso de que la mayor, la suprema de las leyes, mandaba preferir Felipe de Borbón a Carlos de Austria, porque así se conseguía en su concepto el bien general de la España.

Ningún vigor tiene la réplica de que no se trataba entonces de tomar por rei a quien careciese de los derechos de la sangre, sino sólo de preferir uno entre dos que los tenían. La substancia está en que la nación usó de su derecho en la forma que pudo y según las circunstancias exigían. Usando, nos dejó testimonio de que pensaba tenerlo pa. casos extraordinarios: y tal es el que ahora se verifica.

Ni ¿cómo había de creerse que nación alguna consintiera que la corona sea hereditaria, sin reservarse para lances extraordinarios la potestad radical que fue originalmente suya propia desde los momentos mismos en que los hombres conocieron reyes? Una cosa es la sublevación contra el rey poseedor de la corona y otra differentísima la de faltar al cumplimiento de una promesa dada para casos futuros. Lo primero jamás es loable y permitir exemplares es transformar el orden social. Lo segundo puede ser puesto en ocasiones singulares. Si aquél, a quien se prometió dar posesión del cetro cuando muera el poseedor, se hiciese después cumplirla sin faltar a la suprema de las leyes (qual es el bien común de una nación) ¿cómo no sería lícito el dejar de cumplir lo prometido? Los juramentos no pueden ser vínculo

de iniquidad ; y ciertamente sería iniquo en sumo grado anteponer los derechos de una persona (sea qual fuera) a los de once millones de personas.

La nación española deve reflexionar esta moral con mayor intensión que parece a los que satisfechos de sus reglas generales piensan saberlo todo. No se necesita estudiar mucho para decir que la conciencia dicta votar en favor de los descendientes de Felipe V, porque a primera vista conoce qualq.a. la razón que dicta el voto. Más quando llegan en las monarquías casos críticos como el actual, es necesario profundizar más la materia y ver si sobre las leyes particulares que dictan el cumplimiento de las promesas, y conceden a la familia determinada el derecho de sucesión hereditaria en el trono, hay o no hay alguna ley de superior orden cuyos preceptos devan cumplirse aunque sea en contraposición de las leyes inferiores. ¡ Bueno sería que la ley de utilidad común a los once millones de la península se pospusiese a las leyes de utilidad particular de la familia borbonica ! ¡ por ventura, Dios ha revelado ser su voluntad que la España sea patrimonio perpetuo de los Borbones ? Libres estamos de semejante revelación ; porque Dios nunca revela nada contra la razón natural que dicta preferir el bien público al particular.

Y ¿podemos dudar que poner el cetro en las manos de un príncipe de la casa imperial de Francia sería más útil que dejarlo en las que qualquier descendiente de Felipe V ? No quiero maltratar con mi pluma una familia que respeto en mi alma, y que me da verdadera lástima. El estado actual en que la veo me compadece ; y si yo tuviese arbitrios de contribuir a la satisfacción personal de sus individuos lo haría gustoso. Pero quando examino questiones relativas al bien de mi patria, creo que les rindo todos los homenages posibles de respeto, veneración y afecto con sólo callar lo relativo al objeto de un parangón entre los sucesos españoles y los franceses verificados en España y Francia desde la elevación de Napoleón al trono francés. Haría conocer con evidencia lo que podemos esperar mandando los Borbones y lo que devemos confiar si nos mandan los Napoleones. Pero ya que la prudencia, el respeto y la política me impongan silencio en esta parte, me contentaré con persuasiones positivas omitiendo las comparativas.

Si la preponderancia del poder de Luis XIV se consideró bastante fundamento para esperar que la España sacaría de la unión con Francia mayores utilidades que continuando la que había con la casa de Austria, ¿ quanto más grandes han de ser ahora ? Su fuerza comparada con la de éste fue el de un mastín respecto de un león. Le hemos visto subyugar las repúblicas de Holanda, Génova, Venecia y Luca, derribar los tronos de Saboya, Nápoles, Parma, Toscana y Modena ; destruir el imperio germánico, sus electorados y soberanías de los círculos de Alemania, vencer a los emperadores de Austria y Rusia, reducir a límites estrechos la corona de Prusia permaneciente por su generosidad, elevar a reinos los electorados de Babiera y Saxonía, crear las monarquías nuevas de Italia, Etruria, Holanda, Westfalia y Witemberg, abatir el orgullo de los potentados germánicos inútiles y crear otros nuevos ; crear la poderosísima confederación del Rin quedando jefe y soberano protector de ella ; dar a la Europa entera un aspecto totalmente desconocido en la historia y sostener en fin con el tesón más terrible una empresa tanto más segura con la constancia de tiempos largos, quanto más impossible con guerras breves, quales la de aislar

a los isleños mismos de Inglaterra. A las ventajas que pueden producir la unión con tal héroe ¿serían comparables las que los Españoles declarados en favor de Felipe V se prometiesen con Luis XIV ? ¿A qué se reducía todo el poder del monarca Luis ? A contener dentro de ciertos límites la grande casa de Austria. No destronó reyes, ni aniquiló repúblicas, no creó monarquías ; no pasó en fin de conservar su casa y enfrentar las otras.

Aun quando preferiesemos la conservación de la familia borbónica en España, y dependiera de sola nuestra voluntad el conseguirlo, las ciudades de votos se verían huir de todo alucinamiento capaz de producir la ruina universal de la nación. El emperador de los Franceses usaría de los derechos que piense tener sobre la España, en virtud de la cesión de Carlos IV en un modo que no es fácil ahora de prever, y las resultas ciertamente serían funestísimas. Napoleón no tenía en otros reinos exército alguno comparable con el que tiene ya en España. No tenía las puertas abiertas para introducir sucesivamente nuevos exércitos tantas veces quanto le convenga. Las plazas de armas de Pamplona, Barcelona y demás del Pirineo están en su poder. Los almacenes de armas y municiones a su disposición. ¿Qué resistencia podríamos hacer a las victoriosas falanges del imperio si Napoleón llegase a mal que las ciudades votasen la permanencia a la dinastía borbónica ? ¡Pobre patria mía ! En qué abismos de males te preves anegada como las ciudades no mediten con serenidad nuestro silencio !

¿Podrían en conciencia excusarse de suplicar al héroe de los siglos que favoreszcan dando rei de su casa imperial ? ¡Ha ! Ya me parece que ves innumerables viudas ; incalculable número de huérfanos, muchísimas madres subtentadas ahora por sus hijos, clamar al cielo contra los autores de sus desgracias. Y por qué causa ? ¡Santos Dios ! Nueva demencia. Por poner en el trono español a persona que no pisa su suelo, y que probablemente no lo pisaría jamás si se verificase la guerra ? ¿Sería posible que haya en Europa un pueblo sensato, capaz de incurrir en la locura de derramar la sangre de sus naturales en defensa del Ente de Razón ? tal es el nombre y apellido de un ausente perpetuo.

Tengo presente que me decías ayer (amigo mío) ser posible la formación de una república independiente ; que Portugal se uniría con nosotros pa. el objeto, y la Inglaterra nos daría municiones, armas y dinero. Te dije y repito que me parecen sueños, o producciones de un enfermo delirante. ¿Quién será la cabeza cuio nombre sirviera de centro de reunión, de ánimos, disposiciones, y mando ? ¿Quándo llegarían las armas, municiones, y dinero de Inglaterra ? ¿Que sería ya cada provincia para el momento en que todas estas prevenciones imaginarias se realizasen ? La historia es la maestra de lo futuro por la recordación de lo pasado. No nos olvidemos de la guerra llamada de Comunidades en el reinado de Carlos V ; la de Cataluña en el de Felipe IV ; la última con Francia en el de nuestro buen Carlos IV, ni la del paisanage armado de Madrid en el día dos del presente mes de marzo. Estas quatro escenas nos devén desengañar de lo que son fuerzas sin cabeza previamente autorizada, sin jefe militar capaz de dirigir enormes masas eterogéneas, sin muchos generales sabios y expertos, y oficiales bien instruidos en la táctica militar ; sin el número competente de tropas veteranas bien disciplinadas, sin plazas de armas adonde refugiarse quando haya necesidad ; finalmente sin armas, municiones ni dinero a tiempo oportuno.

No me recuerdes por Dios en tu vida para semejantes disputas que la España resistió doscientos años a todo el poder de Roma sin tener unión las ciudades entre sí ; ni tampoco que Numancia fue asombro de los Romanos sin otras murallas que los terribles pechos de sus valerosos habitantes. Es grande ignorancia traher a cuenta los sucesos de la táctica militar del tiempo anterior a Jesú Cristo pa. persuadir la posibilidad de su imitación después de vista y experimentada la táctica militar moderna. Yo no doy la satisfacción al argumento porque no la merece.

Después que ya te diste por vencido en la disputa apelaste al extremo de que menos malo sería esperar la suerte que Dios prepare pr. su providencia que adoptar voluntariamente un rumbo del qual sabemos ya que ha de resultar el positivo mal de la conscripción militar en cuya virtud nuestros Espanoles irán a perecer en el norte como comienzan los portugueses a experimentarlo. ¡Qué lógica tan sofística ! Dime. Los doscientos años que reinó en España la casa de Austria, ¿no marchaban millares y millares de Espanoles a Italia y Flandes ? Los vastos territorios de Alemania y Napoles ¿no fueron continuo sepulcro abierto de la nobleza española ? En el reinado de Felipe V de Borbon, ¿no perecieron infinitos en Italia ? ¿Cómo ha de influir esto en la decisión del problema ? No sabemos si se verificará la transmigración : tal vez no, porque no confinando nosotros con los dominios del Rin acaso no pasaran de Francia los Espanoles aliados. El suceso actual de los Portugueses nada prueba porque son los súbditos de Napoleón. Pero aun dado caso que hubiera de sobrevenir este mal no es comparable con el bien que nos vendrá de la apertura de canales, composición de caminos, establecimiento de posadas libres, y otras ventajas que sabemos proporcionan todos los principes de la casa imperial de Francia para fomentar agricultura, industria, manufacturas, artes, maquinaria y comercio.

También temes perder las Américas ; pero deves reflexionar lo primero que los residentes allí son espanoles naturales, u originarios y no están unidos con los nombres y apellidos de nuestros reyes sino con su poder y protección la cual sería mayor y más ilustrada que ahora. Lo segundo que aun verificada la pérdida, no produciría su falta tanto daño como a primera vista juzgan los que miran la ciencia mercantil sin profundizar las cálculos. Hombres ha habido que sin llegar este caso previeron la posibilidad, y prepararon su remedio. El gobierno tendrá presentes algunas memorias útiles en esta parte.

En consecuencia de todo esto, amigo mío, te conjuro pr. el verdadero amor de la patria que procures ilustrar a quantos puedas de manera que la España representada por sus pueblos o por quien las circunstancias dicten, conozcan la obligación de conciencia que todos tenemos de anteponer el bien común de once millones de habitantes al particular de los individuos de la familia de Borbón y que bajo este segurísimo supuesto depongan todo escrúpulo en faltar a la promesa fundada en favor del príncipe de Asturias Fernando pues (además de no estar en nuestras manos el cumplimiento) concurre otra obligación más estrecha qual es la producida pr. la más santa y mas suprema de las leyes, a saber, la de salvar la patria y librirla de los terribles males que le amenazan a Dios.

Tu amigo

El verdadero Espanol.

### CARTA DEL VERDADERO ESPANOL (II)

Amigo mío : Repito por demencia el empeño de tener por nuestro rei a Fernando de Borbón como parece gritarlo algunas provincias. Los nombres y apellidos no reinan : es necesaria la persona, y no tenemos la de Fernando ni otra de su familia.

En el caso imaginario de poder resistir a las fuerzas del emperador de los Franceses, vendríamos a parar en guerras civiles sobre quién había de reinar ; o retrocederíamos al terrible tiempo de haber tantos reyes quantas provincias como al tiempo de la invasión sarracé-nica para eternizar el odio, y los resentimientos de unos Españoles contra otros, y las calamidades de todos.

¡ No permita Dios que vea en mi patria renovados los sucesos que por espacio de siete siglos se frecuentaban por haber pequeños monarcas en Castilla, León y Galicia, en Navarra, Aragón y Mallorca, además de los reyes moros del Andalucía ! Yo no leo en la historia sino continuas guerras, desolaciones de pueblos, nulidad de manufac-turas, artes, industria y comercio ; ignorancia de ciencias útiles ; desobediencias a las justicias ; insubordinación a los magistrados, y desprecio de las leyes ; todo por efecto de la facilidad con que los malos evitaban el castigo de sus crímenes, dejando sus domicilios y siendo admitidos en el reino vecino con quien hubiese guerra, que jamás faltaba. Tales habían de ser forzosamente las resultas de la vitoria.

Pero, ¿sería posible contra todo el poder de Napoleón ? ¡ Ha ! Las guerras de Vendée y de departamentos confinantes de la Fran-cia por sostener el partido de Luis XVIII contra las autoridades cons-tituidas en París devieran servir de escarmiento p. nuestras provincias; y si queremos ejemplos domésticos, los encontraremos pronto en tiempo del emperador Carlos V, en la Cataluña contra Felipe IV, y en la última también de Cataluña contra Felipe V. El éxito de todas quattro demuestra qual será el de aquella que preparan algunos Españoles con poca reflexión.

Dices que no están bien contrahidos los exemplares por que en ellos una porción de España estaba contra la otra y ahora toda la nacion piensa con uniformidad. Pero no es cierto. Muchísimos Españoles opinan de mui diferente manera, deseando el verdadero bien de la patria y no por el aparente que por ahora deslumbra a mis paisanos.

Cada provincia forma cuerpo político distinto de las demás. Los exércitos de cada una están mandados por sus respectivos gefes, escogidos popularmente. ¿Se han de unir o no ? En el primer caso, ¿Quién será jefe nacional ? En el segundo ¿Como resistirán al exér-cito francés ?

No dudo llegará el momento de conocer la necesidad de obe-decer las tropas de todas partes a una sola persona como único jefe militar para que la unidad del centro directivo evite la contradicción de ideas en la circunferencia con daño positivo del objeto que todas se proponen.

Mas ¿Cómo se comunicarán los pensamientos de los intercados pa. convenir en la elección ? ¿ Quándo se verificará ésta ? ¿ En quién recaerá ? El responder de palabra es fácil. El reducir a práctica la respuesta, imposible moral ; aunque no la crean así los que se oponen a mi opinión.

Se fían hoy todos en la creencia de que no hay en España bastantes tropas francesas y que Napoleón no puede destinar otras por tener las demás en el Norte. Yo prescindo de la primera proposición, pero es error pernicioso dar asenso a la segunda.

Un millón de mozos cumple cada año en Francia los diez y siete de su edad. ¿ No puede Napoleón destinar cien mil para repartirlos en los veteranos que ocupan el centro de la España ? ¿ No podrá dejar en este centro treintamil soldados franceses, y formar otros quattro exércitos de treinta mil cada uno para los quattro puntos cardinales de la circunferencia ? ¡ Qué dolor me causa la equivocación de mis paisanos !

¿ Quáles son los exércitos españoles que han de resistir a los de Napoleón ? Los que se forman con un paisanaje indisciplinado, que no puede permanecer dos meses sin abandonar la colección de sus cosechas y las labores del campo ; que no puede recibir sueldo sino por medio de unas contribuciones exigidas de sus propios fondos, incapaces de bastar por largas temporadas sin arruinar sus patrimonios ; y que ha de concluir acaso las balas de cañón en las primeras acciones.

Nada quiero hablar sobre la pericia de los gefes militares de tales exércitos colecticios, porque no es mi ánimo decir proposiciones de que se resienten mis paisanos ; pero creo no hacerles injuria en afirmar como verdad notoria que no podrán compararse con los del exército francés que han acreditado su ciencia militar en guerras continuadas por muchos años contra el archiduque Carlos y otros generales austriacos y rusos bien acreditados en Europa.

La experiencia de todos los tiempos ha enseñado que la multitud de tropas visoñas, indisciplinadas y colecticias, se disipa luego que mixa tres a quattro mil hombres tendidos en el campo de batalla. La historia de los siglos modernos añade que sin llegar ese caso hasta el estruendo terrible de los tiros de artillería pa. convertir en exambres fugitivos de moscas los millares de paisanos presentados de repente al peligro de la muerte.

Es inútil el citar los exemplares del octavo siglo contra los árabes, porque ni éstos eran tan ilustrados como los franceses ; ni los principios de la táctica militar de aquellos tiempos podrían ser capaces de producir victorias en el presente, que la pólvora y los cañones impiden llegar por lo común al manejo de las armas cortas, tan esenciales entonces.

Las plazas de armas pa. retirarse con oportunidad han de faltar a mis paisanos ; y las pocas que ocuparen serán de resistencia bien poco duraderas ; cuia verdad, junta con la noticia de lo sucedido en las plazas que los calabreses conservaron en el reino de Nápoles, deve desengañarnos del alto desprecio con que los generales franceses han de mirar las plazas españolas que no mandan.

Toda esta previsión contrista en sumo grado ; porque mi grande, sólido, y despreocupado amor a la patria, no me permite mirar con indiferencia la inútil efusión de sangre que ha de verificarse por otro amor a la misma patria que yo no me atreverré a graduar por menos verdadero, pero sí menos reflexivo.

Si el temor de la conscripción es lo que hace considerar a la dominación francesa como aborrecible, sería más útil el procurar evitarla por otros medios pacíficos. Los jefes de las provincias podían exponer a Napoleón el odio con que se mira en España la salida de sus tropas pa. el Norte y los peligros de sublevación que lleva consigo este odio. Es de creer que se admitiera como uno de los artículos principales de la sumisión a la nueva dinastía el pacto de no salir tropas españolas fuera de sus límites. Pero por el contrario, dando lugar al título de conquista, será forzoso el recibir la ley del vencedor.

El recelo de perder las Américas hubiera sido totalmente infundado sin la contradicción de las provincias a la dinastía francesa. Cuando las opiniones de la península estaban dibididas entre Felipe de Borbón y Carlos de Austria, permanecieron aquellas indiferentes a reconocer como rey el que lo fuera de la España. Los vecinos dominantes de la América son españoles, o hijos o nietos de los nacidos en España. En esta península tienen todas sus relaciones personales, familiares, patrióticas y mercantiles. Sus intereses no penden de que sea rey Fulano ni Citano : solamente les importa el ser gobernados con equidad y justicia ; y no menos devén esperarlo reinando un monarca francés de la familia de Napoleón, que quando admitieron al otro príncipe francés de la casa de Borbón.

El traher a cuenta pa. las ocurrencias del día las disputas de si Napoleón tiene o no justo título de nombrar un rei de su familia pa. España es otro error político que solo puede influir pa. nuestra desgracia. ¿ Quál era el derecho de los Cartaginenses ? ¿ Quál el de los Romanos ? ¿ Quál el de los Godos ? ¿ Quál es nuestro mismo en las Américas ?

La indagación única que nos interesa, es la de si es o no es útil admitir la nueva dinastía francesa. Si yo fuera de los que forman agujeros por exemplares, diría que la España parece destinada para familias francesas. ¡ Lo era la de los reyes castellanos y aragoneses descendientes por varonía del conde de Galicia don Ramón de Borgoña, marido de nuestra reina doña Urraca y padre de nuestro rey el emperador don Alfonso VII de Castilla ! Las coronas de Aragón y Castilla se unieron en los reyes católicos don Fernando y doña Isabel en quienes acabó su descendencia masculina ; y si entonces entró la casa de Austria después volvimos a tener familia francesa en la de Borbón. Pero no es esto lo que nos ha de convencer sino el ver que así como se creyó útil aliarnos en fines del siglo XV con la casa de Austria por ser entonces la más poderosa de la Europa, y en principio del siglo XVIII con la de Borbón porque Luis XIV de Francia era el rey más grande de su tiempo, así también ahora nos conviene la casa de Napoleón porque su poder es el maior del mundo conocido, y su protección es capaz de elevar nuestra monarquía al grado más alto de gloria, esplendor y grandeza.

Ultimamente los Españoles a quienes no acomode semejante discurso, fijen su consideración en qual será el extremo que la prudencia dicte como preferible ; si ceder pacíficamente al poder de Napoleón, o sujetarse por fuerza después de padecer largos y grandes trabajos, la muerte de los parientes, y la pobreza general de todos como sucedió a los Franceses de Vendée después de seis años de guerra con auxilios continuos de la Inglaterra.

Yo no dudo de que posponiendo el primer extremo, se ha de verificar el segundo ; por lo qual aconsejo a Vm que meditando a sangre fría todas y cada de las especies que apunto en esta carta, procure ilustrar a nuestros paisanos y desviarles del empeño que han formado para la desgracia de nuestra patria.

Madrid 4 de junio de 1808.

Juan Antonio LLORENTE

\*

NOTE AUX DOCUMENTS

- (1) Nous n'avons pas le mérite d'avoir découvert ces deux textes de Juan Antonio LLORENTE : ils ont été signalés, il y a déjà longtemps, par M. Joaquín PEREZ VILLANUEVA dans son *Planteamiento ideológico inicial de la Guerra de Independencia*, Universidad de Valladolid, 1960, p. 100-104. Toutefois, comme l'analyse qu'en donne M. PEREZ VILLANUEVA nous semble quelque peu incomplète et surtout, comme ces deux lettres de LLORENTE n'ont jusqu'ici toujours pas été publiées, il nous a semblé utile d'offrir au lecteur des précieux "monuments historiques" en guise de "pièces justificatives" comme on disait autrefois. Précisons enfin que nous respectons, dans la transcription, l'orthographe originelle, tout en adoptant une ponctuation et une accentuation modernes.

\* \* \*